



Blanc & Neveux

Société de Commissaires aux Comptes

inscrite sur la liste nationale
des Commissaires aux Comptes,
rattachée à la CRCC de Dauphiné-Savoie.

REGIE COUP DE POUCE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 34 Square Maréchal Franchet d'Esperey

73 000 Chambéry

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

BILAN AU 31/12/2025

Rapport du Commissaire aux Comptes

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2025

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association " **REGIE COUP DE POUCE** " relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application sur l'exercice du nouveau règlement ANC n° 2022-06 et de ses incidences en matière de présentation des comptes annuels de l'association.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité, moral et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités du Commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

A Annemasse, le 28 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes

BLANC & NEVEUX

Nicolas DUNAND

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	5 563	5 418	144	
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels	215 437	127 366	88 071	66 917
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	474		474	474
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	221 474	132 785	88 689	67 391
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	191 867		191 867	174 996
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	256 758		256 758	301 244
Charges constatées d'avance	3 839		3 839	58
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	10 380		10 380	10 380
Disponibilités	219 950		219 950	273 861
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	682 794		682 794	760 540
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	904 268	132 785	771 483	827 931



Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves	316 146	316 146
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	316 146	316 146
Report à nouveau	183 978	141 996
Excédent ou déficit de l'exercice	- 44 604	41 982
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	455 519	500 124
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	43 786	34 606
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	499 305	534 730
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	26 257	16 807
TOTAL PROVISIONS (III)	26 257	16 807
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 666	51 746
Dettes issues de legs ou de donations		
Dettes fiscales et sociales	168 255	165 653
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		2 480
Produits constatés d'avance	48 000	57 043
TOTAL DETTES (IV)	245 921	276 923
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	771 483	828 460



Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	370	200
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	959 404	940 444
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	916 868	914 713
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat	5 285	
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		34 183
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	15 000	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	6 974	1 637
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 903 902	1 891 177
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	237 477	259 302
Aides financières	102	
Impôts, taxes, et versements assimilés	81 991	70 836
Salaires	1 333 320	1 280 178
Cotisations sociales	253 604	223 788
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	31 882	27 517
Dotations aux provisions	9 450	2 385
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées	1 707	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	605	4 351
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 950 138	1 868 358
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-46 236	22 819
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 216	1 795
Autres intérêts et produits assimilés	416	285
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	1 632	2 081
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		



Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 632	2 081
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-44 604	24 900
Produits exceptionnels (V)		17 199
Charges exceptionnelles (VI)		117
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		17 082
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 905 534	1 910 457
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 950 138	1 868 475
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-44 604	41 982
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	11 513	9 911
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	11 513	9 911
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	11 513	9 911
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	11 513	9 911



Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **771 483,36 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-44 604,35 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.



Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Objet social (art. 2 des statuts) :

L'association a pour objet de concourir à l'amélioration de la vie quotidienne des habitants du quartier du Biollay à Chambéry et des communes de Jacob-Bellecombette et de Cognin par la création d'activités et de services liés au vivre ensemble. Dans ce but, elle participe à la gestion du territoire.

La Régie Coup de Pouce concourt également au renforcement des liens sociaux entre générations et promeut toutes les formes de l'habitat intergénérationnel solidaire.

Adhérente au Mouvement des Régies (ex-CNLRQ), la Régie Coup de Pouce défend les principes de l'Economie Sociale et Solidaire notamment par l'insertion par l'économie au service des habitants les plus éloignés de l'emploi.

Nature et périmètre des activités réalisées :

La finalité de la Régie Coup de Pouce est d'aider les habitants du quartier du Biollay et de contribuer à améliorer leur cadre de vie. Les destinataires de l'action Coup de Pouce sont avant tout les habitants du quartier. Ce territoire comprend également les quartiers d'habitat social limitrophes de Cognin et de Jacob Bellecombette. Parmi ces habitants, ceux qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi peuvent bénéficier de parcours d'insertion dans l'une des 2 structures d'insertion portées par la Régie : une Entreprise d'insertion sur activités de nettoyage du patrimoine du bailleur social et des équipements de quartier et un Atelier et Chantier d'Insertion sur propreté voirie, enlèvement des encombrants et entretien des espaces verts.

La place de l'insertion sociale et professionnelle est centrale dans le projet Régie. L'ensemble des activités est support d'insertion et/ou de création de lien social.

En complément des activités économiques, la Régie Coup de Pouce gère et anime dans un lieu ressources Déclic, par convention avec la Ville de Chambéry. Ce lieu est dédié à l'accès à l'emploi et aux droits pour les habitants des quartiers en « politique de la ville ». Dans le cadre d'une convention avec la DREETS « valant mandat de Service d'Intérêt Economique Général », la Régie devient 4^e opérateur du Réseau Pour l'Emploi.

La Régie se donne aussi pour mission de lutter contre le renoncement aux droits (en intégrant le dispositif « Territoire Zéro Non Recours » de Grand Chambéry).

La Régie porte et développe des activités créatrices de lien social, en partenariat avec les acteurs locaux :

- animation et promotion du dispositif « Un toit 2 générations », habitat intergénérationnel solidaire
- la gestion et l'animation des jardins familiaux et partagés au coeur du quartier du Biollay
- développement d'activités créatrices de lien permettant à la Régie de renouer avec les habitants, et aux habitants de se (re)connaître.

Description des moyens mis en oeuvre :

68 adhérents à la Régie. Un Conseil d'Administration de 15 personnes environ.

22 salariés permanents ou « assimilés permanents » et 2 services civiques en 2025

32,59 postes (en ETP conventionnés) pour des personnes en parcours d'insertion : 11,4 ETP à l'Atelier Chantier d'Insertion et 21,19 ETP à l'Entreprise d'Insertion.



Mention du règlement comptable

Les comptes annuels de l'exercice 2025 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 5 juin 2014.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, la Régie Coup de Pouce présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

A l'occasion de la première application des nouvelles dispositions de ce règlement, nous avons revu nos principes de comptabilisation sur certains aspects. Ainsi, les éléments habituellement inscrits par nature en résultat exceptionnel sont limités aux seuls enregistrements liés à des opérations fiscales (amortissements dérogatoires, provision pour hausse des prix, ...), des changements de méthodes ou des corrections d'erreurs, ainsi qu'aux charges et aux produits directement liés à un événement majeur et inhabituel :

- * un événement est majeur lorsque ses conséquences sont susceptibles d'exercer une influence sur le jugement,
- * un événement inhabituel est un événement qui n'est pas lié à l'exploitation normale et courante de l'entité,
- * un événement est présumé inhabituel lorsqu'un même événement ne s'est pas produit au cours des exercices et qu'il est peu probable qu'il se reproduise au cours des prochains exercices.

Par ailleurs, les transferts de charges ne sont plus utilisés. Ainsi :

- * les remboursements de formation sont comptabilisés au compte 649100 Remboursement de charges de personnel et au compte 628050 Formations
- * les remboursements de sinistres par les assurances sont comptabilisés au crédit du compte 615540 Entretien du matériel de transport
- * les indemnités journalières de prévoyance perçues au compte 758000 Indemnités et autres produits.

Incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers

Les principales incidences apportées par le règlement ANC n° 2022-06 sont résumées comme suit :

Regroupement des charges et produits exceptionnels

→ Cessions d'immobilisations corporelles 15 000 € en 2025 contre 3 100 € en 2024 :

Les cessions d'immobilisations sont désormais enregistrées au poste "Autres produits" dans le compte de résultat.

→ Quotes-parts des subventions d'investissement 16 420 € en 2025 contre 14 099 € en 2024 :

Les quotes-parts sont désormais enregistrées au compte 747000

Soit un total de produits exceptionnels de 31 420 € en 2025 contre 17 199 € en 2024.



→ Amendes et pénalités 39 € en 2025 contre 117 € en 2024 :
Les amendes et pénalités sont désormais enregistrées au compte 658200.
→ Valeur nette comptable des immobilisations sorties 102 € en 2025, néant en 2024 :
Les VCN sont désormais comptabilisées au compte 657000.

Total des charges exceptionnelles 141 € en 2025 contre 117 € en 2024

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL 31 279 € en 2025 contre 17 082 € en 2024.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	N/A
Bureaux	N/A
Agencements	3 à 10 ans
Mobilier	4 à 8 ans
Travaux	N/A
Matériel et outillage	
Matériel	3 à 5 ans
Outillage	3 à 5 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	3 à 8 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 5 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A



Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Indemnité de départ à la retraite

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle (la recommandation ANC 2013-02), en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle.

Ces engagements font l'objet de provisions au passif du bilan. La méthode de calcul retenue est la méthode 1 conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC n° 2003-R.01.



Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	5 563			5 563
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	54 524	6 527	3 147	57 904
Autres immobilisations corporelles	164 899	47 934	55 300	157 533
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	474			474
TOTAL	225 460	54 461	58 447	221 474

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice



Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement						
Concessions, brevets & licences			5 034	385		5 418
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage			32 342	8 315	3 156	37 500
Autres immobilisations corporelles			120 165	23 295	53 593	89 867
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			157 540	31 994	56 749	132 785



Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice



État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	474	474		
Clients douteux				
Autres créances clients	191 867	191 867		
Personnel et comptes rattachés	1 120	1 120		
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	15 521	15 521		
Divers	213 812	213 812		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	26 305	26 305		
Charges constatées d'avance	3 839	3 839		
TOTAL	452 938	452 938		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	316 146				316 146
Report à nouveau	141 996	41 982			183 978
Excédent ou déficit de l'exercice	41 982	- 41 982			
TOTAL	500 124				500 124
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	34 606	16 420	25 600		43 786
Provisions réglementées					
TOTAL	34 606	16 420	25 600		43 786
TOTAL GÉNÉRAL	534 730	16 420	25 600		543 909

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non-utilisées	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	16 807	9 450			26 257
TOTAL	16 807	9 450			26 257



Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	29 666	29 666		
Personnel et comptes rattachés	79 852	79 852		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	87 563	87 563		
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	840	840		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	48 000	48 000		
TOTAL	245 921	245 921		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	-48 000	
TOTAL	-48 000	

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 48 000 € au 31 décembre 2025. Ils correspondent à la quote-part non consommée à la clôture de la subvention de 88 000 € versée en 2024 par la Ville de Chambéry au titre de l'animation et de la coordination du Lieu Ressources du Biollay (projet Declic)). Ce montant sera rapporté au résultat sur l'exercice 2026, au rythme de la réalisation des actions financées.

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		565 308	310 925	10 000	5 715	900 448
Subventions d'investissement		3 845	4 780		7 872	16 497
TOTAL		569 153	315 705	10 000	13 587	916 945

Les subventions d'investissement sont reprises selon la durée de vie des biens.



État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	10 356	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	78 106	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	24 266	
TOTAL	112 727	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Clients - Factures à établir	32 840	
TOTAL	32 840	

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	4 764	
Afférents aux services autres		
TOTAL	4 764	

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires ne représentent aucun flux financier pour l'association et en particulier les apports en temps des administrateurs ne donnent lieu à aucune rémunération de la part de l'association.

→ Valorisation du bénévolat : Le bénévolat n'a pas fait l'objet d'une valorisation financière sur l'exercice.

→ Mise à disposition de locaux, d'équipements et de matériels par la Ville de Chambéry : valorisée 11 513 €.

Mise à disposition gratuite des biens

Ressources :

→ Prestations en nature : 11 513 € en 2025 contre 9 911 € en 2024

Emplois :

→ Mise à disposition gratuite de biens et services : 11 513 € en 2025 contre 9 911 € en 2024



